



SECRETARIAT GÉNÉRAL
Service Affaires Juridiques et Assurances
SC/SK

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-215704636-20231019-2023-624-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/10/2023

ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE
N° 2023 - SJ - 95

Le Maire de la Ville de Metz

- VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-30 ;
- VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;
- VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, fixant le nombre des Adjointes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant désignation du Maire et des Adjointes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 portant aménagement des délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire et possibilité de subdélégation de ces dernières à un ou plusieurs Adjointes et membres du Conseil Municipal ;
- VU l'arrêt de délégation de fonctions de M. le Maire à Mme Patricia ARNOLD n° 2020-SJ-232 en date du 27 novembre 2020 ;

CONSIDERANT la nécessité qu'il y a de compléter ou préciser la nature et la portée des délégations de fonction ainsi consenties ;

ARRÊTE :

Article 1 : Mme Patricia ARNOLD, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour assurer, en qualité de titulaire, les fonctions et signer tous les actes, documents, arrêtés, décisions et courriers que comportent la gestion normale et l'administration courante de la Ville de Metz dans les domaines et matières concernant :

- Accompagnement social, aide sociale ;
- Coordination de l'action municipale à Bellecroix ;

En sa qualité de suppléante, Mme Patricia ARNOLD assurera les fonctions et prérogatives de :

- M. Khalifé KHALIFE, dans les domaines et matières concernant :
 - Coordination de la politique municipale en matière de cohésion sociale et de santé, de la famille et des solidarités, prévention des risques sanitaires ;
 - Déclinaison de la politique sociale municipale par le CCAS ;
 - Préparation et présentation du budget relatif aux domaines de la cohésion sociale et de la santé, de la famille et des solidarités.

- Mme Anne FRITSCH-RENARD, dans les domaines et matières concernant :
 - Adjoint de quartier des Isles ;
 - Logement et habitat, relations avec les représentants des acteurs du logement et associations de locataires.
- M. Raphaël PITTI, dans les domaines et matières concernant :
 - L'accueil et l'intégration des réfugiés.

Article 2 : En application du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Mme Patricia ARNOLD venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation d'attributions informer Monsieur le Maire par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle elle peut être confrontée en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 : Au titre des dispositions de l'article 1 ci-dessus, Mme Patricia ARNOLD pourra signer les décisions prises en application des compétences déléguées énumérées aux 1°, 2°, 4° (pour tout ce qui tient à la préparation, passation, règlement des marchés et des accords cadre d'un montant inférieur à 25 000 € HT et signature de leurs avenants ainsi que tout ce qui tient à l'exécution des marchés quel qu'en soit le montant), 5°, 7°, 9°, 24° et 26° de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite des besoins du ou des services dont elle a la charge en qualité de titulaire ou de suppléante.

En cas d'empêchement de Monsieur le Maire, les décisions relatives aux matières lui ayant été déléguées seront prises suivant les mêmes modalités et aux mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Article 4 : L'arrêté n° 2020-SJ-232 en date du 27 novembre 2020 est abrogé.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié, affiché en mairie et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 6 : Mme la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Principal et au Préfet de la Moselle.

Fait à Metz, le 19 OCT. 2023



François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Vice-Président de la Région Grand-Est
Membre honoraire du Parlement

